

devraient trouver un écho en chacun de nous, alors que nous portons un jugement sur nos démocraties naissantes.

Monsieur le Président, des expériences récentes ont cependant apporté chez nous quelques réalités qui nous ont fait réfléchir sur la durabilité de la démocratie dans nos sociétés. Nos traditions démocratiques sont éprouvées, non par les défaillances de notre politique interne, mais par les effets des changements extérieurs sur nos traditions socioéconomiques et politiques. Pendant des années, les pays des Caraïbes ont averti que la stricte adhésion des grandes puissances aux nouveaux évangiles de la mondialisation et de la libéralisation des échanges, sans prendre connaissance des circonstances spéciales dans lesquelles se trouvent de petits États comme les nôtres, nous menaçait de marginalisation et d'exclusion. Ce moment est arrivé.

Dans les Caraïbes, la démocratie est maintenant menacée par des centaines de personnes mises au chômage par la doctrine de la libéralisation des échanges. Elle est attaquée par les feux dévorants de la toxicomanie et par le monopole dont jouissent les barons de la drogue et ses marchands grâce au recours à la violence. Elle est minée par la colère d'une jeunesse mécontente et par la désillusion de ceux qui s'appauvrissent dans les campagnes. Elle est compromise par notre préoccupation de maintenir l'ordre public au détriment de la lutte contre la pauvreté et la dégradation sociale.

Monsieur le Président, notre message est simple : il ne suffit pas d'assurer des exercices électoraux réguliers. Même les traditions les plus solides de la démocratie faibliront face à la pauvreté écrasante, à l'exclusion sociale et à la marginalisation économique.

Aussi sûr que la nuit succède au jour, les violations des droits humains par les États, bien que toujours inacceptables, suivront les injustices humaines du système mondial économique.

Il y a ceux qui disent que la démocratie apporte la prospérité : mais la démocratie est compromise si les politiques économiques qu'elle préconise approfondissent et accélèrent la pauvreté. Nous ne pourrions pas prétendre avoir construit des démocraties réussies tant que nous n'aurons pas chassé la pauvreté hors de cet hémisphère. Tant que l'hémisphère tout entier ne peut profiter des fruits de la libéralisation des échanges, nous ne pouvons pas chanter sa gloire. Tant que les peuples des Amériques ne sont pas libérés de la faim et de la crainte du chômage, nous ne pouvons pas louer les avantages de la libéralisation des échanges. C'est vrai, la libéralisation des échanges peut apporter une nouvelle prospérité pour certains, mais nous devons être honnêtes et admettre qu'elle détruira les vies d'autres personnes.

C'est dans cet esprit de préoccupation au sujet du sort de nos cultures démocratiques, que Sainte-Lucie et la CARICOM<sup>8</sup> entament ce Sommet. Nous demandons instamment, de la part de nos voisins de plus grande taille, une meilleure compréhension des nouvelles réalités économiques et sociales qui mettent nos démocraties en danger et minent nos aspirations au développement. Tous les États des Amériques doivent s'attaquer aux problèmes exacerbés par ces nouvelles réalités. La reconnaissance des cir-